

Manuel Valls

Le député-maire d'Evry appelle à tourner la page des 35 heures et préconise un discours de vérité sur les retraites.



« Tirons les leçons du blairisme »

A peine François Hollande a-t-il lancé à La Rochelle le processus de rénovation du PS que vous émettez des doutes...

Souvenez-vous de ce qui s'est passé après 2002. On parlait déjà de rénovation et finalement rien ne s'est passé. Je crains que le même scénario ne se reproduise aujourd'hui.

Or la défaite est lourde et ses causes sont profondes. Les socialistes ont eu beau se convertir en 1983 à l'économie de marché, ils n'ont jamais accepté réellement d'en tirer les conséquences sur le plan de la doctrine et des propositions.

Le PS est pourtant un parti d'élus locaux, très ancrés dans le réel. Pourquoi un tel hiatus ? C'est peut-être un effet involontaire de la décentralisation. Dans de nombreuses municipalités, les élus socialistes ont noué des liens étroits avec les milieux économiques, apporté des réponses appropriées aux problèmes de sécurité, innové en matière éducative, sociale et culturelle. Ils se sont épanouis dans cette mission. Mais leur expérience locale n'a pas suffisamment irrigué le discours du Parti socialiste. C'est comme si l'ambition, au niveau national, s'était érodée.

Prenons un exemple concret : l'urbanisme est un moyen fondamental pour lutter contre les inégalités. Je pense aujourd'hui qu'il faut créer de nouvelles villes. Réunissons architectes, urbanistes et sociologues pour réfléchir sur les nouvelles formes d'habitat.

A Evry, qu'entendiez-vous pendant la campagne présidentielle ?

Deux revendications très fortes : l'une sur le travail, l'autre sur la question de l'ordre et de la sécurité. « La France qui se lève tôt », le « travailler plus pour gagner plus » de Nicolas Sarkozy sont entrés en résonance avec deux sentiments très profonds de l'électorat populaire : l'idée que les 35 heures avaient pénalisé le pouvoir d'achat et la conviction que ceux qui ne travaillent pas sont désormais davantage aidés que ceux qui travaillent. Nos réponses étaient faibles. Le SMIC à 1.500 euros, une mesure pourtant juste, ne répondait pas à la question fondamentale de la promotion individuelle.

Sur la sécurité, le discours de Ségolène Royal était plutôt musclé.

Oui, ses intuitions étaient bonnes, mais elles se sont heurtées à l'angélisme persistant d'une partie de la gauche sur ces questions.

Plus fondamentalement, la gauche n'est-elle pas victime d'une droitisation de la société ? Non, l'individualisation de la société ne signifie pas sa droitisation. L'émancipation par le travail et le mérite sont des valeurs de la gauche que nous avons abandonnées à la droite, tout comme la nation et l'ordre. Relisons Jaurès !

Que veut dire alors « faire un bout de chemin avec la majorité » sur la sécurité et l'immigration ?

Certains sujets exigent de dépasser les clivages idéologiques à travers un comportement pragmatique. C'est d'autant plus vrai pour l'immigration qu'il s'agit désormais d'une question d'abord européenne. L'immigration est une chance pour notre pays, encore faut-il que nous puissions l'accueillir dans de bonnes conditions. Je propose de privilégier aujourd'hui une immigration économique, qualifiée, en fonction de quotas, de former les élites de nos pays amis, de développer notre tradition d'asile. J'ai dit qu'on pouvait faire un bout de chemin avec la majorité à condition qu'elle nous écoute et accepte nos propositions au nom de l'intérêt général.

Qu'est-ce qui vous distingue de Nicolas Sarkozy sur la sécurité ?

La conviction que punir ne suffit pas. Sa politique est un échec : violences sur les personnes en augmentation continue, affrontements entre bandes, banlieues qui sont toujours des poudrières. L'urgence est de rétablir la police de proximité et de donner à la justice pénale les moyens de fonctionner. Cela suppose de passer en une législature de 6 à 12 milliards d'euros de crédits.

Toujours plus de dépenses ! N'est-ce pas cela aussi que la gauche a payé durant cette présidentielle ?

Ce n'est pas faux. La gauche a continué de faire comme si l'on pouvait redistribuer sans trop se préoccuper de produire de la richesse. La question de l'efficacité des dépenses publiques est centrale. Il faut gérer au plus près du terrain. Osons engager une nouvelle phase de la décentralisation, lisible par tous, et réformer la fiscalité locale qui est injuste. Je propose un transfert de la taxe professionnelle sur l'impôt sur les sociétés et le remplacement de la taxe d'habitation par un nouvel impôt local sur le revenu.

Faut-il donner de l'autonomie aux établissements scolaires ?

Oui, à condition que les programmes restent nationaux. Il faut que les chefs d'établissement aient plus de liberté pour recruter des enseignants et des contractuels, bien formés, plus expérimentés, mieux payés.

Nicolas Sarkozy va volontiers sur le terrain de la gauche. Cela ne brouille-t-il pas la frontière entre gauche et droite ?

Pas toujours ! Le paquet fiscal voté cet été, injuste et inefficace, est la marque d'une politique de droite. Et si la gauche est touchée au cœur même de son identité par les effets de la mondialisation et de la crise de l'Etat providence, ses valeurs de justice sociale, de liberté, d'émancipation des individus par le

travail et par la connaissance restent fondamentalement modernes.

N'est-ce pas radical de proposer, comme vous l'avez fait, d'abandonner le nom de « socialiste ».

L'historien Pierre Nora avait tout à fait raison d'affirmer que la conversion au marché intervenue en 1983 « a marqué la fin de l'utopie socialiste ». Mais je constate que cette crise de la gauche n'est pas uniquement française, elle est mondiale. Les démocrates américains ont été les premiers à comprendre que la seule puissance publique ne pouvait pas intervenir sur tout et protéger en permanence. Tirons également les leçons du blairisme. Nous pouvons réaliser cette mue : être le parti de l'entreprise, de l'innovation, de la capacité à faire travailler ensemble le public et le privé, de la réforme de l'Etat providence, tout en préservant les missions de service public et la notion de solidarité.

Ce social-libéralisme, n'est-ce pas ce que Nicolas Sarkozy tente de faire. N'auriez-vous pas intérêt à tenter d'inventer une nouvelle étape plutôt qu'à vous aligner sur lui ?

Mais la référence du débat ne peut être en permanence Nicolas Sarkozy ! Avant de repenser le clivage gauche-droite, il faut nous redonner une identité. Nous devons une fois pour toutes sortir de notre rhétorique révolutionnaire : notre objectif n'est pas d'abolir le capitalisme, mais de le maîtriser. Pour cela, nous devons déterminer clairement ce qui relève du marché et ce qui doit lui échapper : l'éducation, le culturel, l'écologique. La mondialisation a des effets positifs. La vitalité de pays comme la Chine, l'Inde, la Russie l'atteste. Mais en même temps les inégalités se creusent. Lisons attentivement l'excellent rapport de Hubert Védrine. Les mots socialisme, social-démocratie ont une histoire, mais pourquoi en faire un tabou ? Le cycle d'Epinais était ouvert en 1969 par un changement de nom. Il est aujourd'hui terminé. Alors pourquoi ne pas changer à notre tour ? Et puis, nous devons nous élargir, à la fois, à gauche et au centre. Débattons-en.

Pourquoi dites-vous que la social-démocratie est dépassée ?

Elle s'est construite en référence au communisme, car ce qui nous séparait de lui était avant tout la question démocratique. Nous avons cru que l'effondrement du mur de Berlin allait assurer une victoire définitive de la social-démocratie. En réalité, le face-à-face terminé, le socialisme démocratique s'est retrouvé questionné à son tour.

Que serait un discours de gauche sur l'entreprise ?

Les gouvernements de gauche ont tous soutenu les entreprises. Alors assumons nos pratiques. Mettons l'entreprise au cœur de notre projet

économique, notamment les PME car ce sont surtout elles qui créent les richesses. Dans les quartiers défavorisés, beaucoup de jeunes investissent dans la mode, la culture, les services aux personnes. Il faut les aider car cela recrée du lien social et conforte le pacte républicain. Un autre exemple : sur Evry, le Génomole marie capitaux privés et publics et contribue à l'essor des start-up dans le domaine stratégique des biotechs. L'innovation et la recherche doivent être le pilier d'une politique économique de gauche.

Les 35 heures, c'est fini ?

Les 35 heures ont créé des emplois et offert de la flexibilité aux grandes entreprises. En même temps, elles ont été perçues comme un frein au pouvoir d'achat par nombre de salariés. Examinons le sujet en toute liberté. Leur généralisation ne me semble plus adaptée. Et s'il y a besoin d'augmenter la durée de travail dans certains secteurs, pour des raisons de pénurie de main-d'œuvre, nous devons pouvoir le faire par la négociation. Il faut tourner la page des 35 heures et penser la durée du travail sur toute la vie.

Vous êtes donc d'accord avec François Hollande ?

Il ne suffit pas de murmurer ici ou là que les 35 heures c'est fini, il faut proposer une alternative. La valeur travail vue par la gauche consiste à donner la priorité à la formation, qui est un facteur puissant de promotion sociale, et au pouvoir d'achat.

Le PS a-t-il été trop frileux sur les retraites ?

Oui, nous avons collectivement manqué de courage en 2003. Un nouveau rendez-vous est prévu en 2008. Il faudra se battre avec les partenaires sociaux pour préserver le système de retraites par répartition et donc dire la vérité aux Français : l'allongement de la durée de vie rend inéluctable la hausse du nombre d'années de cotisations et les régimes spéciaux doivent être alignés sur le régime général, en intégrant la pénibilité des métiers. Pour financer le système par répartition, il faudra trouver de nouvelles ressources, telle une CSG retraite assise sur les revenus du travail et du capital. De plus, nous risquons d'être confrontés à la multiplication des retraités pauvres pour lesquels il faut trouver une solution : les entreprises se séparent trop facilement des seniors ; il faut aussi rendre possible le cumul emploi-retraite.

Voulez-vous prendre la tête du PS ?

Je ne suis pas candidat au poste de premier secrétaire. Ce n'est pas le sujet. Je veux que les socialistes regardent le monde tel qu'il est, qu'ils refondent leur doctrine, qu'ils se donnent un projet de société avec des propositions en phase avec l'attente des Français.

PROPOS RECUEILLIS PAR
CÉCILE CORNUDET, FRANÇOISE FRESSOZ
ET ELSA FREYSSNET